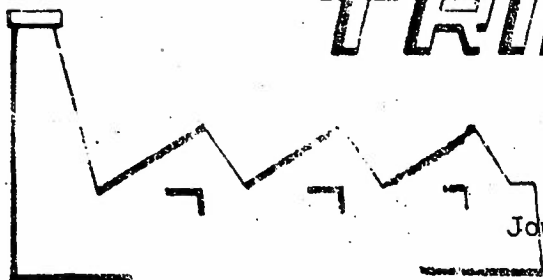


TRIBUNE



OUVRIERE

Journal publié par un groupe d'ouvriers
de la Régie Renault

Juin 1959

Numéro 57

METHODE D'ACTION

Le mois dernier nous avons fêté le 1er Mai. Très peu de camarades connaissent les origines de cette journée de lutte qui a été transformée en journée de fête. Nous avons parlé le mois dernier du premier mai 1886 et des jours sanglants de CHICAGO en Amérique. Voyons un peu maintenant pourquoi le 1er mai était le symbole de la lutte pour la diminution des heures de travail et comment nous pourrions, nous inspirer de cet enseignement pour continuer cette lutte.

C'est au IVème Congrès de la Fédération américaine du Travail (A.F.L.)—en novembre 1884—tenu à Chicago, qu'une motion fut approuvée sur l'application de la journée de 8 heures. Aux Etats Unis, comme partout ailleurs, les travailleurs faisaient 10, 12, 14 heures de travail par jour. Il y avait bien une loi fédérale qui en 1868 avait institué la journée de 8 heures pour les travailleurs employés par l'Etat mais celle-ci n'était pas appliquée et de plus l'industrie privée restait en dehors de cette loi. C'est donc devant l'échec de l'application de la loi de 1868 que le mouvement syndical américain décida sur proposition d'un délégué d'approuver le texte suivant :

"Il a été résolu par la Fédération Américaine du Travail, que 8 heures constitueront la durée légale de la journée de travail à dater du 1er mai 1886, et nous recommandons aux organisations syndicales de ce pays de faire promulguer des lois conformes à cette résolution à partir de la date convenue".

On croit rêver devant l'audace des militants syndicaux de cette époque qui ne se contentent pas de pleurnicher mais qui DECIDENT qu'à partir du 1er mai 1886 on ne travaillera plus que 8 heures par jour.

Voici comment les syndicalistes américains entendaient imposer les 8 heures : où les patrons acceptent de faire travailler les ouvriers 8 heures par jour sans diminuer leur salaire hebdomadaire ou ceux-ci refusent et les ouvriers quitteront le travail après avoir fait leur huit heures. Si cela ne va pas on fera la grève totale.

Enfin arriva ce premier mai 1886.

De toutes parts se déroulèrent d'importantes manifestations sur le mot d'ordre uniforme : "A partir d'aujourd'hui, nul ouvrier ne doit travailler plus de 8 heures par jour. HUIT HEURES DE TRAVAIL -
HUIT HEURES DE REPOS -
HUIT HEURES D'EDUCATION !"

Il y eut 5.000 grèves et des victoires importantes. Au total 125.000 ouvriers obtenaient les huit heures dans l'immédiat. A la fin de ce mois de mai ils devaient être 200.000 et un peu plus tard : 250.000 tandis qu'un million d'autres voyaient leur journée de travail diminuer sensiblement. Ce n'était bien sûr qu'un commencement. Tous les travailleurs américains n'obtinrent pas la journée de travail de 8 heures mais à partir de ce moment-là, les luttes allèrent en s'amplifiant et les 8 heures furent petit à petit acquises pour tous.

73 ans ce sont écoulés depuis le 1er mai 1886. En 1936 nous avons obtenu les 40

..//...

heures et nous nous trouvons devant une nouvelle menace de chômage dans les années qui viennent. Comment et pourquoi devons-nous nous battre pour la diminution de la journée de travail ? Et pourquoi diminuer cette journée de travail ? Parce que le travail effectué dans des ateliers modernes est plus épuisant que le travail de force que faisaient nos pères. Le rythme du travail, les bruits, la vitesse, ébranlent nos nerfs. Nerveusement on en prend un coup après des journées et des semaines et des années passées dans l'enfer des ateliers modernes sans oublier aussi la monotonie de notre travail. Pourquoi diminuer la journée de travail ? Parce que notre production est cinquante fois, cent fois supérieure à celle de nos pères, avec les nouvelles machines qui devraient être à notre service, pour soulager le travailleur mais non pas pour l'anéantir. Parce que le travail doit être partagé entre tous et on ne doit pas voir des ouvriers au chômage pendant que d'autres se crèvent au travail. Parce que si nous imposons les 40 heures nous serons aussi assez forts pour imposer des salaires descendants. Parce que la France est un des pays où la journée de travail est la plus longue. **PARCE QUE LA VIE N'EST PAS FAITE POUR TRAVAILLER MAIS QUE NOUS DEVONS TRAVAILLER POUR VIVRE, A NOUS, D'ESSAYER DE TRAVAILLER LE MOINS POSSIBLE. PARCE QUE LES CHOSES LES PLUS PRÉCIEUSES CE SONT LA SANTÉ ET LA LIBERTÉ ET NOUS NE SERONS EN BONNE SANTÉ QU'EN TRAVAILLANT MOINS ET NOUS NE SOMMES LIBRES QUE SORTIS DE L'USINE.**

COMMENT CONTINUER LA LUTTE POUR LA DIMINUTION DE LA JOURNÉE DE TRAVAIL ? En 1936 la semaine de 40 heures fut sabotée par ceux-là même qui prétendaient la vouloir. Nous devons préciser que nous refusons de faire des heures supplémentaires sauf dans des cas d'urgence ces heures supplémentaires ne doivent pas être majorées en argent mais en REPOS. Si nous réclamons une majoration pour heures supplémentaires il y aura toujours des crevards qui saboteront les 40 heures. Lorsque, exceptionnellement nous devons travailler quelques heures supplémentaires il faut que nous prenions dans la semaine ou le mois suivant un repos équivalent et majoré de 50 %. Par exemple : Au lieu de travailler 40 heures on nous fait travailler 48 heures. Pendant 2 semaines nous devons demander à nous reposer 3 jours pour ces 16 heures que nous avons faites en supplément. Il faudra imposer la discipline aux saboteurs de la semaine de 40 heures comme les gars du bâtiment l'on fait après 36 avec les poings s'il le faut.

A l'exemple du passé il faut nous convaincre nous-mêmes et les autres que la paye n'est pas liée au nombre d'heures que nous faisons. **Moins nous travaillerons d'heures plus nous serons capables de lutter pour de meilleurs salaires.**

PEREQUATION DES HEURES DE TRAVAIL ?

La direction veut nous voler nos samedis des mois de Juin et Juillet. Elle propose une semaine de congé en plus si nous acceptons son marché. Elle nous fait le chantage à la diminution du travail en hiver. Ne nous laissons pas prendre au piège. Nous faisons trop d'erreurs. Notre seule réponse à la direction à ce sujet est : "embauchez les chômeurs, revenons à la semaine de 40 heures et en augmentant les salaires pour qu'il n'y ait pas de perte, 4 semaines de congés pour tous et non pas 3 semaines de congés pour les ouvriers qui travaillent dur et 4 semaines pour les chefs qui ne font rien. Utilisez vos fonds de régularisation des ressources pour appliquer tout de suite les 45 heures. Si l'automobile est saisonnière ce n'est pas à nous d'en faire les frais, nous devons manger toute l'année."

La direction prétend qu'elle ne peut stocker en hiver les voitures pour les vendre en été. C'est un problème technique et financier. Que la direction s'adresse aux spécialistes de la question... les militaires par exemple, qui stockent pendant des années des armements très lourds et qui valent des milliards et des milliards...

Les neutres sont des jaunes ! Lors de la grève de l'E.D.F. les cadres n'ont pas participé à la lutte mais le syndicat C.G.C. a fait une déclaration dans laquelle il demande aux cadres d'avoir une "neutralité bienveillante" vis à vis des grévistes. Pour la grève de la S.N.C.F. la position des cadres est la même. Neutralité bienveillante ? Qu'est ce que ce charabia ? Dans une grève il y a ceux qui ne travaillent pas et ceux qui travaillent. Ceux-là on les appelle "JAUNES" même s'ils sont des cadres !

EUX et NOUS

VINGT QUATRE mineurs sont morts, trente-trois ont été grièvement brûlés dans le puits Sainte-Fontaine à Merlebach. Sept catastrophes du même genre ont eu lieu depuis 1948 dans les mines de Lorraine. C'est dans ces mines que la productivité a le plus augmenté pendant ces dernières années.

Comme les 5 mineurs de Faulquemont le 5 Mars, comme les 5 de Roncourt le 16 janvier, et encore les 5 de Petite-Rosselle le 10 janvier, et les 11 de Vuillemin le 21 novembre..., les 24 ouvriers de Sainte-Fontaine sont morts parce que la vie d'un mineur, aujourd'hui, vaut moins que le charbon qu'il extrait ; l'essentiel n'est pas la sécurité, mais la productivité...

Augmenter la productivité ... ceux qui travaillent savent ce que cela veut dire. Ici même des travailleurs décrivent l'augmentation des cadences un ^{peu} partout, la "réorganisation" qui entraîne la fermeture d'usines, les déclassements. Il faut que l'industrie française soit "compétitive", comme ils disent, que la classe ouvrière ne soit plus que la "main d'oeuvre", des chiffres.

Quant aux salaires, Monsieur Debré sait ce qui convient aux ouvriers : des salaires pas trop élevés. Mr. Debré ne risque pas de mourir d'un coup de grisou, il ne risque pas de s'emmerder 48 ou 54 heures par semaine sur une chaîne. Ce n'est qu'un juriste. Il ne connaît rien aux problèmes des gens qui travaillent. Mais il connaît les lois et les chiffres de production que lui passent sur un papier les experts; il connaît de Gaulle aussi. Alors il est Premier Ministre.

Reconnaissons que, dans son métier de Premier Ministre, il a, lui aussi, ses problèmes. Il faut contenter les uns et les autres : les généraux et les betteraviers, les petits commerçants et les grands patrons, les députés et les sénateurs, les colons et les hauts fonctionnaires, les petits curés et les grands évêques. Ce n'est pas facile. Mais le plus difficile, incontestablement, c'est de faire croire aux gens que la V^{ème} République est meilleure que la IV^{ème}.

On continue la guerre d'Algérie. Le capitalisme français, et plus particulièrement certains groupes de capitalistes, de politiciens, les colons ont des intérêts à défendre là-bas. C'est pour protéger et maintenir les INTERETS DE CLASSE de ces parasites qu'on essaie de briser, par tous les moyens, la révolte d'un peuple opprimé et féroce exploité. Les bilans officiels sont d'environ 800 morts algériens et 60 français par semaine. Mais les généraux déclarent que c'est tout à fait satisfaisant. N'insistons pas sur le reste. Le monde entier le sait. Et les soldats qui reviennent ne se privent pas de le raconter. C'est "l'oeuvre magnifique de la France en Algérie" ! On allonge le service militaire à vingt-huit mois, on envisage même deux ans et demi. Soldats qui êtes dans le bled ou dans les casernes, n'est-ce pas merveilleux ? Et vous, qui êtes déjà revenus, qu'avez-vous appris pendant votre temps de service ? Racontez-donc partout ce que vous avez appris !

On relève la France. Mr. Debré déclare qu'il faut augmenter encore la productivité et que c'est seulement ensuite que les salaires pourront être relevés, dans une mesure "assez faible" ajoute-t-il.

De son côté, c'est à New-York, devant un public choisi, que Mr. PINAY a récemment déclaré : "En dix ans, la France a non seulement reconstitué son appareil productif, mais elle l'a accru et modernisé. Depuis la dernière guerre, la production industrielle a plus que doublé, la production d'électricité a triplé, la capacité de raffinage du pétrole a été multipliée par 5, la construction aéronautique par 6, le nombre de tracteurs par 10".

Qui a donc fait tout cela ? Ceux qui travaillent. Comment ? Par l'allongement du temps de travail et par l'augmentation de la productivité (c'est-à-dire de la quantité de produits fabriqués par chaque ouvrier en un temps donné).

.../...

Qu'en est-il reçu en contrepartie ? Pas grand-chose. Le pouvoir d'achat est resté loin en arrière ; il a baissé de nouveau depuis deux ans. La seule chose qui a augmenté, c'est la fatigue des travailleurs et les bénéfices des grandes sociétés. Ce n'est pas assez, dit Mr. Debré.

Qu'est-ce donc que ce Premier Ministre, que ce Gouvernement, que ce Grand Général qui nous dirige ?

Eh bien, ce sont les représentants :

1°) de la classe qui domine et dirige en France : la bourgeoisie ;

2°) de groupes particuliers de l'appareil d'Etat : l'Armée, les hauts chefs des administrations, la police.

Quand ils parlent de la France, c'est d'eux-mêmes qu'ils parlent.

Quand ils agissent, c'est pour eux-mêmes qu'ils agissent.

QUE LES TRAVAILLEURS EN FASSENT AUTANT.

Dans certains journaux du mois de Mai, on a pu lire :

- " Communiqué : La gendarmerie nationale fait connaître qu'elle recrute actuellement des jeunes gens âgés de 20 ans et demi à 34 ans et demi ayant accompli leur service militaire. Conditions d'admission : taille minimum, 1 m.64, instruction du niveau du certificat d'études primaires.
- " Avantages matériels assurés : Solde 52.000 francs à la nomination en outre indemnité de déplacement, d'équipement, logement gratuit, réduction sur les transports, prestations familiales, services médical gratuit pour le gendarme et sa famille, retraite à partir de 15 ans de service, etc... "

SANS COMMENTAIRES !

LA PRIME DE BILAN FAIT DES MECONTENTIS

La prime de bilan a été affichée. Si certains ont été déçus, l'avantage de cette prime c'est qu'elle coupe court à tout ce qui a été dit par les défenseurs de la théorie du "Capital-Travail". On nous avait dit que nous participerions aux avantages de la productivité et nous n'avons participé qu'aux inconvénients. Devant cela il y a les cocus : ce sont les syndicats gaullistes qui pleurnichent et se lamentent tel le S.I.R. chez Renault et pour riposter à cela ce syndicat envoie une lettre à Monsieur Debré.

Mais il y a aussi les mécontents comme le syndicat C.F.T.C. Dans son tract du 4 Juin ce syndicat après s'être élevé contre le montant de la prime de bilan nous explique sa position : Il est dit que pour augmenter cette prime "8 jours de grève ne modifierait pas d'un pouce les décisions de la direction". Alors si cela est vrai, on ne comprend pas pourquoi il y a deux mois ce syndicat pensait faire reculer non pas la direction mais le gouvernement en faisant 1 heure de grève ?

On pourrait donc croire d'après cette déclaration que la C.F.T.C. a définitivement laissé les petites actions pour préconiser des actions sérieuses et qu'elle pense comme nous que pour faire reculer d'un pouce la direction il faut faire des luttes sérieuses bien coordonnées et en liaison avec d'autres corporations. Eh bien non ! la C.F.T.C. conclut tout autrement, elle pense que si 8 jours de grève ne modifieront pas d'un pouce les décisions de la direction par contre elle estime que "un accord entre la direction et les syndicats pourra régler cette question (la prime de bilan) une fois pour toutes".

../-....

Donc, d'après ce syndicat, la direction aurait beaucoup plus peur des discussions avec les représentants syndicaux que 8 jours de grève par l'ensemble de l'usine. On s'est rarement foutu du monde à ce point ! Mais la C.F.T.C. n'en reste pas là. Elle ajoute : "susciter des débrayages là-dessus (sur la prime de bilan) c'est se paralyser pour des luttes plus importantes : celles des salaires et des horaires de travail". Que fera donc la C.F.T.C. si après la rentrée des vacances le gouvernement, comme il l'affirme, refusera d'augmenter nos salaires et si DREYFUS nous diminue les heures de travail ? Estimera-t-elle cette fois que ce sera le moment de se lancer dans des luttes importantes ? Mais non ; on pourra dire qu'il ne faut pas se lancer dans des mouvements au moment où la direction réduit les heures de travail, qu'il faudra attendre la reprise pour débrayer, et ainsi de suite...

Peut-être dira-t-elle une fois de plus que le meilleur moyen d'empêcher cela ce sera que les syndicats discutent, une fois pour toute, avec la direction sur cette question ; et encore une fois rien ne changera. Les arguments de la C.F.T.C. ce sont les explications de sa capitulation devant la direction car on peut toujours se justifier en expliquant que ce n'est pas le moment de se bagarrer. La question qui se pose est de savoir si OUI ou NON il y a un moment pour se bagarrer ou s'il n'y en a jamais.

Pour nous il y a des moments ce sont ceux où les travailleurs veulent faire quelque chose. Mais à ces moments-là, la C.F.T.C., comme dans la dernière grève des outilliers, ne trouve pas opportun de se mouiller et préfère attendre. Comme pour eux il n'y a jamais de "moments" ils ont trouvé la solution : ils demandent à la direction une discussion sur des revendications. Ensuite pour que la direction accepte cette proposition de discuter des revendications ils se placent sur le même pied qu'elle. Ils sont pour la bonne marche de l'entreprise "pour la relève économique du pays" etc... En un mot ils font de la lèche pour qu'on leur donne la possibilité de discuter. Avec les petites grèves d'avertissement ce sont les deux seules choses que la C.F.T.C. sait faire, -que ce soit le bon moment ou le mauvais moment pour engager un mouvement.

LES RABATTEURS

Les commerçants ont du mal à vendre. Actuellement c'est surtout dans le meuble et les appareils ménagers que les affaires vont mal. Nous assistons à une débauche de publicité et à une grande imagination dans l'invention de systèmes de vente. Par exemple nous voyons certains commerçants abandonner une partie de leur marge bénéficiaire pour pouvoir vendre plus. C'est ainsi que ces dernières années nous avons vu se développer ce que l'on appelle les "carnets d'Achat". Et puis il y a eu la riposte des "bons" commerçants qui se scandalisent de voir leurs collègues vendre moins cher et petit à petit il ne reste plus sur le marché parisien que très peu de maisons qui font les 20 %, de ristourne.

Seulement l'illusion persiste chez de nombreux camarades de travail qui crédules croient que les carnets d'achats vont leur permettre d'acheter à meilleur prix. La grande question dans "l'opération 20 %" c'est que la ristourne soit faite sur des prix fixés et connus. Par exemple : si je vais acheter un réchaud à gaz : telle marque, vendu partout 10.000 francs et que l'on me propose de me le vendre 8.000 francs, je suis sûr de l'avoir payé 2.000 francs moins cher mais par contre, si l'on me vend un réchaud sans marque au prix de 13.000 francs et puis là-dessus on me déduit 20 % je payerai mon réchaud 10.400 francs. Nous avons tous constaté que des marchands font souvent cette opération ronflante des 20 % en ayant auparavant majoré d'autant des prix incontrôlables. C'est un attrape-nigaud !

Dans l'histoire des "Carnets d'Achats" il n'y a que deux gagnants sur trois engagés. Le 1er gagnant c'est le commerçant qui voit sa vente augmenter. Le 2ème gagnant c'est l'organisation qui diffuse les carnets d'achat. En effet, les commerçants en quête de clientèle, sont prêts à payer des "rabatteurs" de clients. Pour cela ils font imprimer des carnets d'achats et les font distribuer par des collectivités locales :

politiques ou syndicales. Les organisations qui font ce travail reçoivent, elles, une ristourne bien effective celle-ci. Il y a deux manières (pour cette organisation qui accepte de diffuser les carnets d'achats) de gagner de l'argent. Soit en faisant un forfait avec "le ou les" commerçants, soit en recevant un pourcentage fixe sur toutes les ventes que les commerçants auront faites aux porteurs des carnets d'achats.

Si nous nous sommes étendus sur le mécanisme des carnets d'achats c'est parce que nous avons vu des diffusions de carnets d'achats à la porte de l'usine et aussi parce que nous demandions dans un article de la T.O. de Mai : Qui paye la propagande de l'U.O.A.? C'est l'U.O.A. qui a répondu elle-même quand nous avons vu ses militants responsables se faire les rabatteurs d'un "Groupement d'Exportateurs Fabricants et Artisans Réunis" ou G.E.F.A.R. (petit carnet d'achats de couleur rouge diffusé au début mai.)

Passons sur le baratin des deux premières pages de ce carnet pour voir ce qu'il y a derrière ce G.E.F.A.R. - groupement d'exportation ? Certainement ! "Artisans Réunis" Pas du tout ! - Nous avons tout bonnement à faire à un gros capitaliste qui a fait toute une série d'affaires assez louches durant ces dernières années. Il possède des usines de meubles en Province et à Paris. Il exploite un certain nombre de petits artisans et il vend des produits à des prix qui lui permettent de faire de 15 à 30 % de ristourne. Les choses qu'il vend portant sa marque c'est donc lui qui fixe les prix sur lesquels il fait ensuite la ristourne.

Nous avons là le cas-type de l'attrape-nigaud. C'est classique et très répandu. Ce qui l'est moins c'est de trouver une organisation syndicale suffisamment complaisante pour couvrir l'opération au nom de la défense des travailleurs. Nous savons maintenant d'où l'U.O.A. tire une partie de son argent.

LES TRAVAILLEURS ESPAGNOLS PREPARENT LA GREVE GENERALE DE 24 heures.

D'Espagne, des informations nous apprennent que les travailleurs préparent la grève générale et dans chaque ville des tracts sont distribués invitant à l'organisation de cette grève. Le gouvernement franquiste s'affole et tente d'enrayer l'action. Des arrestations massives ont lieu mais l'idée de la grève générale suit son chemin et elle peut être déclanchée d'un moment à l'autre.

Dans un pays de dictature, comme l'Espagne, la grande difficulté est d'arriver sans organisation et sans moyen légal d'information à répandre un mot d'ordre à l'échelle du pays. En effet à maintes occasions des grèves ne furent connues d'une province à une autre qu'avec plusieurs jours ^{de retard} et souvent même par la presse qui annonce sur ordre du gouvernement : "Dans tel endroit les travailleurs ont repris le travail" ce qui est souvent un mensonge inventé de toutes pièces.

Suivant les partis ou tendances qui la lancent, cette grève de 24 heures a sans doute des objectifs très différents. Par exemple au meeting organisé par le Comité pour l'amnistie des prisonniers espagnols qui s'est tenu le mardi 9 juin à l'"Artistid" on appris que le mot d'ordre du Parti Communiste Espagnol était la réconciliation nationale ! Il y a sans doute en Espagne plus de travailleurs qui veulent pendre Franco et ses phalangistes et le nouveau prétendant au trône ainsi que curés et patrons qui profitent de la dictature pour mieux exploiter les travailleurs que des gens partisans de la "réconciliation nationale". En dehors de cette "réconciliation" les autres mots d'ordre sont :

- "Contre la vie chère - Pour l'augmentation des salaires - Pour l'amnistie des emprisonnés et le retour des exilés en Espagne - Pour qu'une démocratie véritable revienne en Espagne"
 - Tenons-nous prêts à venir en aide aux travailleurs espagnols.
-